

ASSOCIATION POUR ADULTES ET JEUNES HANDICAPES (APAJH)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

APAJH

Siège social : 21, ruelle Magnan - 97490 SAINTE-CLOTILDE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APAJH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe :

- La note 3.2 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif aux incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06.
- « INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES » concernant l'évolution du litige avec la BRED et ses conséquences financières.

.../...

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, conformément aux règles spécifiques au secteur d'activité de l'APAJH, notamment pour ce qui concerne le traitement comptable des subventions & concours publics.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

.../...

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 18 mai 2026

Le Commissaire aux comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Loïc DRIEUX

31/12/2025
Bilan Actif - Transition

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
	Frais d'établissement (I)				
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	122 541	104 133	18 407	2 712
	Immobilisations incorporelles en cours				1 098
	Avances et acomptes				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	6 792		6 792	
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL	129 333	104 133	25 199	3 810
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Terrains	5 642 112		5 642 112	5 642 112
	Constructions	21 260 703	12 556 452	8 704 251	8 231 332
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 358 957	3 105 585	1 253 372	1 191 883
	Immobilisations corporelles en cours				2 549 947
	Avances et acomptes				37 134
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 256 159		2 256 159	
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL	33 517 933	15 662 037	17 855 895	17 652 409
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif immobilisé	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 004 978		1 004 978	1 005 158
	Prêts	444 842		444 842	403 247
	Autres immobilisations financières	36 289		36 289	31 314
	TOTAL	1 486 110		1 486 110	1 439 720
	Total (II)	35 133 377	15 766 171	19 367 206	19 095 940
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 609 068	430 826	2 178 241	4 489 053
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	243 926		243 926	188 105
	Charges constatées d'avance	96 402		96 402	
	TOTAL	2 949 397	430 826	2 518 570	4 677 159
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				270 796
	Instruments de trésorerie				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus	270 796		270 796	
	Disponibilités	13 038 102		13 038 102	11 628 955
	Charges constatées d'avance				98 277
	Total (III)	16 258 296	430 826	15 827 469	16 675 187
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)				
	TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	51 391 673	16 196 998	35 194 675	35 771 128
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

31/12/2025
Bilan Passif - Transition

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	29 896	29 896
	Fonds propres complémentaires	41 904	41 904
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	414 000	414 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	12 584 194	11 821 883
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	12 584 194	11 821 883
	Report à nouveau	2 697 812	2 693 715
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 363 871	1 366 176
	Excédent ou déficit de l'exercice	-197 454	766 408
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-201 242	760 005
	Situation nette (sous-total)	15 570 353	15 767 807
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 242 554	2 372 813
	Provisions réglementées	1 065 906	1 065 906
Total (I)		18 878 814	19 206 527
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 856 135	2 767 879
Total (II)		2 856 135	2 767 879
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	1 130 922	1 001 971
Total (III)		1 130 922	1 001 971
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	8 437 118	9 087 080
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	557 362	488 164
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 339 096	1 970 051
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	202 487	529 173
	Autres dettes	792 739	720 279
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
	Total (IV)	12 328 803	12 794 749
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		35 194 675	35 771 128
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	134	4
	(2) Dont emprunts participatifs		

Comptes annexes annexés au rapport
du commissaire aux comptes

31/12/2025

Compte de résultat - Transition

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	940	530
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et medico-sociales		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	20 457 726	19 274 288
	dont contrib. financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales	20 457 726	19 274 288
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		285 785
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 496	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	973 677	1 040 740
	Autres produits	207 959	74 104
	Total des produits d'exploitation (I)	21 646 800	20 675 449
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	4 194 788	4 129 994
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	642 731	597 889
	Salaires et traitements		9 200 550
	Salaires	9 713 183	
	Charges sociales		3 840 715
	Cotisations sociales	4 016 728	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 134 821	1 059 374
	Dotations aux provisions	564 857	50 916
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	101	
	Reports en fonds dédiés	1 137 433	919 581
	Autres charges	199 944	38 155
	Total des charges d'exploitation (II)	21 604 589	19 837 177
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		42 210	838 272

31/12/2025

Compte de résultat - Transition

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits financiers	De participations		123 000
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	64 699	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)		64 699	69 203
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	289 298	325 601
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières (IV)		289 298	325 601
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-224 598	-256 397
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-182 388	581 874
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		209 613
Charges exceptionnelles	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (V)		209 613
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		7 670
	Sur opérations en capital		1 418
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles (VI)			9 089
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			200 524
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		15 066	15 989
Total des produits (I + III + V)		21 711 499	20 954 266
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		21 908 954	20 187 858
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-197 454	766 408
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-201 242	760 005
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Comptes annexés au rapport
du commissaire aux comptes

2 Descriptions de l'entité

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 Règlement ANC 2018-06

1. Objet social

Le Comité Départemental de La Réunion, appellation d'alors, sera déclaré le 19 juillet 1999 à la Préfecture de Saint-Denis de La Réunion à l'initiative de son fondateur, le Président à l'époque Monsieur Pierre RODDIER.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Le contexte local concernant le médico-social n'était pas celui d'aujourd'hui. Il faudra attendre le mois de septembre 1999 pour voir le premier schéma départemental des services et des établissements médico-sociaux de La Réunion enfin signé par l'État et le Conseil Départemental. Celui-ci fera apparaître des besoins plus qu'importants et un état de l'accompagnement sinistré.

C'est ainsi et à partir de ce constat que commencera la grande et belle aventure de l'APAJH Réunion.

C'est en mai 2005 qu'ouvrira le premier établissement de l'APAJH Réunion : la Maison Pierre Lagourgue Foyer d'Accueil Occupationnel et Foyer d'Accueil Médicalisé, basé sur le concept « En et Hors les murs », pour parvenir aujourd'hui à être présents dans les politiques d'accompagnement des personnes en situation de handicap, sur tous les secteurs de services et établissements.

2. Moyens mis en œuvre

Aujourd'hui, l'APAJH Réunion est présidée par Madame Claude BRARD et compte donc en son sein :

- la Maison Pierre Lagourgue, composée d'un Foyer d'Accueil Occupationnel de 42 places et 1.49 M€ de budget département et d'un Foyer d'Accueil Médicalisé de 15 places d'internat, 7 places de semi-internat et 1 place d'accueil temporaire pour 1,1 M€ de budget Département et 949 K€ de budget Etat,
- un Etablissement pour Adultes Non Médicalisé (Résidence Pierre RODDIER), de 43 places et 4 places d'accueil temporaire avec 2.8 M€ de budget Département,
- un Service d'Accompagnement à la Vie Sociale, de 40 places avec 479 K€ de budget Département,
- un Centre Médico-Psycho Pédagogique Henri Wallon, de 56 places pour 1.7 M€ de Budget Etat,
- la Maison Henri Lafay, composée d'un Foyer d'Accueil Occupationnel de 40 places et 1.6 M€ de budget Département et un Foyer d'Accueil Médicalisé de 22 places d'internat et 19 places de semi-internat pour 1.7M€ de budget Département et 1,8 M€ de budget Etat,
- un Dispositif des Instituts Thérapeutiques Educatif et Pédagogique (James Marangé) de 106 places pour 4.1 M€ de budget Etat ,
- et un siège social ayant un budget de 964 K€ sous compétence conjointe du Département et de l'Etat.

3. Faits caractéristiques d'importance significative

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

A/Présence de refacturations internes :

Il existe au sein de l'APAJH des opérations internes de facturation de loyers entre services et établissements.

En effet, le CMPP perçoit un loyer annuel de 15 840 € de la part du Siège.

Ensuite l'ITEP perçoit un loyer de 48 000 € annuel de la part du SITEPP.

Enfin, le SAVS perçoit un loyer de 30 000 € annuel de la part de l'ITEP et un loyer pour l'action "DETAKE" de la part du FAM MPL pour un total annuel de 7 000 €.

Cet état de fait a pour conséquence de majorer certaines masses au niveau des comptes de charges et de produits sur l'exercice 2025, ce qui était déjà également sur les années 2021 à 2024.

Sur les comptes 2025 :

Les impacts en matière de comptes de charges se traduisent uniquement par :

▫ une augmentation du poste "Locations immobilières" (6132) dont le solde au 31 décembre 2025 est de 244 552,57 € et qui serait alors de 143 712,57 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 100 840 € de moins).

Les impacts en matière de comptes de produits se traduisent par :

▫ l'augmentation du compte de " Autres produits divers de gestion " (75880000) et " Quote Part des opérations communes" (75580000) dont le solde au 31 décembre 2025 est de 120 585,43 € et qui serait alors de 19 745,43 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 100 840 € de moins).

Pour rappel, sur les comptes 2024:

Les impacts en matière de comptes de charges se traduisent uniquement par :

▫ une augmentation du poste "Locations immobilières" (6132) dont le solde au 31 décembre 2024 est de 230 327,97 € et qui serait alors de 130 487,97 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 99 840 € de moins).

Les impacts en matière de comptes de produits se traduisent par :

▫ l'augmentation du compte de " transfert de charges " (791000) dont le solde au 31 décembre 2024 est de 218 366,94 € et qui serait alors de 118 526,94 € en cas de neutralisation de ces refacturations internes (soit 99 840 € de moins).

Comptes annuels annexés au rapport
et transmis au commissaire aux comptes

B/ Litiges avec la BRED dans le cadre d'un contrat de SWAP de Taux

En septembre 2010, l'APAJH a signé un contrat d'opération de Swap de taux afin de pallier l'aléa d'un taux variable adossé à un éventuel contrat de crédit-bail immobilier. Le contrat de crédit-bail immobilier n'ayant finalement jamais été concrétisé, l'APAJH s'est quand même vu réclamer trimestriellement les intérêts de couverture de taux liés au SWAP par la BRED actif dès l'année 2011.

Devant cet état de fait, l'APAJH a intenté une action en première instance en mai 2013 afin de demander l'annulation du contrat de Swap sur le motif de sa caducité du fait de la non-activation du crédit-bail immobilier. Cette action débouche sur un jugement défavorable le 12 novembre 2014. Le 3 février 2015, l'APAJH fait appel de cette première décision, qui aboutit à un arrêt de la Cour d'Appel de Saint Denis, prononçant la caducité du contrat d'échange et ordonnant le remboursement des intérêts déjà payés par l'APAJH, soit 231 K€, qui ne seront pas encaissés directement mais laissés en compte auprès de la CARPA.

La BRED se pourvoit alors en cassation et la Cour a cassé le 28 mars 2018 le jugement de la Cour d'Appel de Saint Denis, qui était favorable à l'APAJH.

Face à cette décision, l'APAJH a décidé de réinscrire dans ces comptes le montant des intérêts trimestriels de couverture de taux qui étaient suspendus depuis juin 2016. Un total de 271 412 € a été inscrit au titre de la charge d'intérêts du contrat SWAP de juin 2016 à décembre 2021. La Cour d'Appel de Saint Denis, dans sa décision du 19 février 2021, est donc venue confirmer la position de la Cour de Cassation. Pour autant, l'APAJH, considérant que le débat reste entier, surtout sur la question centrale de fond de la divisibilité des contrats, décide d'intenter un pourvoi en cassation en chambre plénière. Ce pourvoi n'étant pas un motif de suspension de la décision de la Cour d'Appel, l'APAJH a versé 590 K€ pour « solde de tout compte » auprès de la CARPA, dans l'attente de ce dernier jugement de la chambre plénière, étant entendu qu'en cas d'avis favorable de la cour, cet argent sera intégralement restitué à l'association, et qu'en cas contraire, le litige se trouverait entièrement soldé.

La Cour d'appel confirme le 30 janvier 2025 son jugement du 19 février 2021, et condamne l'APAJH à verser à la BRED la somme de 5 000 euros au titre des frais irrépétibles exposés dans l'instance de renvoi.

Le 18 février 2025, l'APAJH décide un nouveau pourvoi auprès de la Cour de cassation.

C/ Créances du Département

Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt visant à la diversification des parcours et l'évolution de l'offre médico-sociale, l'APAJH avait bénéficié en 2022 de financements du Département pour la mise en œuvre de deux projets : la plateforme de répit PH Grand Est soutenue par une subvention de 54 120 € et l'extension de petite capacité du FAM Maison Pierre Lagourgue soutenue par une subvention de 241 210 €.

Le démarrage tardif du projet de plateforme de répit PH Grand Est a induit une exécution partielle de la convention.

Concernant le projet d'extension du Semi-internat du FAM de la Maison Pierre Lagourgue, un cadrage réorienté a induit des contraintes de mise en œuvre.

À la suite des réponses apportées au département à sa mise en demeure du 05/12/2025, l'APAJH a reçu une injonction de reversement.

A la clôture 2025, il a été constaté une perte dans les comptes 654xx à hauteur des dépenses engagées par l'association soit 183 541.46 €.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

De plus, compte tenu de l'ancienneté des sommes dues par le Département, il a été constaté une provision pour créances pour un montant total de 430 826.56 € soit :

- 366 859,13 € correspondant à 100 % des sommes dues par le Département pour les années 2019 à 2023
- 63 967.80 € correspondant à 50 % des sommes dues par le département pour l'année 2024.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2014-03, relatif au Plan Comptable Général, et N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif (en tenant compte de tous les règlements les modifiant à ce jour dans leurs versions consolidées).

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Principales méthodes comptables retenues :

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2022-06, les conventions comptables respectent également :

- les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03 et 2018-06.
- les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04,
- l'Arrêté du 20 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles

comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

▫ dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,

▫ dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

3.2 Changements comptables

Changement de réglementation comptable

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant.
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Informations relatives à l'actif

4.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

- Constructions : 10 à 50 ans en linéaire ;
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans en linéaire ;
- Installations Techniques : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans en linéaire ;
- Matériels de transport : 4 à 5 ans en linéaire ;
- Matériels de bureau : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Matériels informatiques : 3 ans en linéaire ;
- Mobiliers : 10 ans en linéaire ;

1. Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	101 248	48 361	20 275	129 333
Immobilisations corporelles	32 217 835	1 459 277	159 179	33 517 933
Immobilisations financières	1 439 720	46 570	180	1 486 110
TOTAL	33 758 803	1 554 209	179 635	35 133 377

2. Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	97 437	6 696	-	104 133
Immobilisations corporelles	14 565 425	1 128 125	31 513	15 662 037
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	14 662 863	1 134 821	31 513	15 766 171

3. Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances	1 416	430 826	1 416	430 826
TOTAL	1 416	430 826	1 416	430 826

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

4.1.2 Réévaluation des immobilisations corporelles et financières

4.1.3 Dépréciations de l'actif circulant

Postes	Au 31-12-2025	Au 31-12-2024
Créances clients et comptes rattachés	430 826	1 416
Autres créances	-	-
TOTAL	430 826	1 416

A la clôture des comptes 2025, il a été constaté une provision pour créances pour un montant total de 430 826.56 soit :

- 366 859,13 € correspondant à 100 % des sommes dues par le Département pour les années 2019 à 2023
- 63 967.80 € correspondant à 50 % des sommes dues par le Département pour l'année 2024.

4.1.4 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	481 132	-	481 132
Créances de l'actif circulant	2 422 167	2 422 167	-
Charges constatées d'avance	96 402	96 402	-
TOTAL	2 999 701	2 518 569	481 132

4.2 Informations relatives au passif

4.2.1 Provisions et passifs éventuels

1. Provisions

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice
Provisions pour risques	-	-
<i>dont provisions pour litiges</i>	-	-
<i>dont provisions pour garanties données aux clients</i>	-	-
<i>dont provisions pour amendes et pénalités</i>	-	-
<i>dont provisions pour pertes de change</i>	-	-
<i>dont provisions pour pertes sur contrats</i>	-	-
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	-	-
Provisions pour charges	1 001 971	134 031
<i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i>	1 001 971	134 031
<i>dont provisions pour restructurations</i>	-	-
<i>dont provisions pour impôts</i>	-	-
<i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i>	-	-
<i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i>	-	-
<i>dont provisions pour remise en état</i>	-	-
<i>Dont autres provisions pour charges</i>	-	-
TOTAL	1 001 971	134 031

Rubriques	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
	Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques	-	-	-
<i>dont provisions pour litiges</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour garanties données aux clients</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour amendes et pénalités</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour pertes de change</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour pertes sur contrats</i>	-	-	-
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	-	-	-
Provisions pour charges	5 080	-	1 130 922
<i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i>	5 080	-	1 130 922
<i>dont provisions pour restructurations</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour impôts</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour remise en état</i>	-	-	-
<i>Dont autres provisions pour charges</i>	-	-	-
TOTAL	5 080	-	1 130 922

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

4.2.2 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	8 437 118	511 003	2 185 571	5 740 544
Fournisseurs et comptes rattachés	759 849	759 849	-	-
Autres dettes	3 131 835	3 131 835	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL	12 328 802	4 402 687	2 185 571	5 740 544

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

4.2.3 Variation des fonds propres

1. Variation des fonds propres

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation	
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	71 800	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	414 000	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-			-	
Réserves	11 821 883	762 311	-	-	
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	11 821 883	762 311	-	-	
Report à-nouveau	2 693 715	4 097	-	-	
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	1 366 176	-2 305	-	-	
Excédent ou déficit de l'exercice	766 408	-766 408	-	-	-
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	760 005	-760 005	-	-	-
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	2 372 813			54 242	
Provisions réglementées	1 065 906			-	
TOTAL	19 206 527	-	-	54 242	-

	Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	71 800
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	414 000
Écarts de réévaluation	-		-
Réserves	-		12 584 194
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	-		12 584 194
Report à-nouveau	-		2 697 812
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	-		1 363 871
Excédent ou déficit de l'exercice	-197 454	-	-197 454
<i>dont activité sociale et médico-sociale</i>	-201 242	-	-201 242
Dotations consommables	-	-	-
Subventions d'investissement	-184 501		2 242 554
Provisions réglementées	-		1 065 906
TOTAL	-381 955	-	18 878 814

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

4.2.4 Variation des fonds dédiés

Projets	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes							
Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux - Fonds dédiés à l'investissement							
Balnéothérapie	57 154	57 154	9 600		-	47 554	
Construction CMP	607 270	607 270	56 298			550 972	
Projet SAS Portail	11 588	11 588	2 619			8 969	
Projet Architectural	65 100	65 100				65 100	
Outil TOVERTAEF 2 SENIOR	8 506	8 506	6 844			1 662	
MISE AUX NORMES ESPACE "CALME, RETRAIT ET APAISEMENT"	42 400	42 400	1 846			40 554	
Espace Jardin	15 000	15 000	250			14 750	
Dépenses investissement		-			185 254	185 254	
Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux - Fonds dédiés à l'exploitation							
Accompagnement de l'évolution de l'offre	42 530	42 530			115 266	157 796	
Point TMS	11 050	11 050	11 050			-	
Covid19-Masques	- 8	- 8				- 8	
Dépenses investissement	11	11	2			9	
Dépenses investissement	26 514	26 514	26 226			288	
Déploiement OGYRIS	4 961	4 961				4 961	
Espace Jardin	10 948	10 948	5 913			5 035	
Formations/Graatification Stagiaire	82 950	82 950	15 231	- 49	117 380	185 148	
Handi consult	6 860	6 860				6 860	
Renfort Personnel	651 230	651 230	218 800		278 000	710 430	
Equipement numérique	924	924				924	
Plateforme WEB FAMILIALE	8 400	8 400				8 400	
Projet Nutrition	10 838	10 838	225			10 613	
Projet Œuvre D'art Artistique	5 000	5 000				5 000	
Robot Emotionnel	75	75				75	
Matériel Médical	- 60	- 60		- 60		-	
Aménagement Salle équipement numérique	142	142				142	
Financement de la démarche QVCT	28 080	28 080				28 080	
DITEP Equipe Mobile	264 257	264 257	60 508			203 749	
DITEP Expérimentation Internat Familiale	225 891	225 891				225 891	
Matériel Rééducation	14 218	14 218	63			14 155	
Renfort Psycho	114 028	114 028				114 028	
Plateforme Répit Est	31 388	31 388	12 423	18 965		-	

Projets	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements Comptes annuels de gestion au rapport du commissaire aux comptes		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Poste A,S, 0,75	46 783	46 783	46 591			192	
Comédie Musicale	22 418	22 418	20 311			2 107	
Projet Expérimental EN SORT A MOIN 2S	139 500	139 500	52 687	60 000		26 813	
Protection Travail	2 035	2 035	1 883			152	
Velo Assistance Electrique	7 694	7 694	7 288			406	
Dépenses investissement		-			9 437	9 437	
COMETA		-	13 575	- 60 000		46 425	
HANDIACCES		-			26 775	26 775	
Projet PARURE		-			80 000	80 000	
Fonds dédiés sur Subventions d'exploitation							
Projet PJJ Expérimentale	24 877	24 877				24 877	
Relayaz 974-CCA	56 644	56 644		56 644		-	
Relayaz 974-Créd	597	597				597	
Relayaz 974-Fond	6 368	6 368	6 368			-	
RELAYAGE FIR 1	84 679	84 679	84 679			-	
RELAYAGE OET	29 040	29 040	6 400			22 640	
Dispositif RELAYAGE 974		-	305 997		325 321	19 324	
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes							
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public							
	2 767 880	2 767 880	973 677	75 500	1 137 433	2 856 136	-

4.3 Informations relatives au compte de résultat

4.3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	-
Honoraires afférents à la certification des comptes	25 212
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-
TOTAL	25 212

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

4.3.2 Détermination du résultat effectif global de l'entité

	Exercice N	Exercice N-1
RÉSULTAT COMPTABLE	-197 454	766 408
Reprise du résultat antérieur	-	-
EXCÉDENT OU DÉFICIT EFFECTIF GLOBAL	-197 454	766 408
Dont résultat effectif sous gestion propre	3 788	6 402
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-201 142	760 006

4.3.3 Concours publics et subventions

Nature	Libellé	Montant	Catégorie d'autorité administrative
Concours publics	ARS - DOTATION GLOBALE	9 954 893	-
Concours publics	DEPARTEMENT	9 053 739	-
Concours publics	PRODUITS USAGERS	900 389	-
Subvention d'exploitation	SUBVENTION CEE KREA BAT	54 242	-
TOTAL		19 963 263	

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

5 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements hors bilan	Donnés	Reçus
Avals, cautionnements et garanties	8 408 973	
Sûretés reçues	-	-
Sûretés données	-	-
Créances cédées non-échues (dont les effets de commerce escompté non-échus)	-	-
Cessions de créances Dailly et affacturage	-	-
Garanties d'actif et de passif	-	-
Clauses de retour à meilleure fortune	-	-
Portage et autres engagements sur titres de capital	-	-
Engagements consentis de manière conditionnelle	-	-
Engagements de retraite et avantages similaires	-	-
Autres engagements	-	-

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Engagements de retraite

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 130 921 EURO

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Fraction correspondant aux rémunérations : 759 550 euros

Fraction correspondant aux charges patronales : 371 371 euros

Provision totale pour indemnité de départ à la retraite : 1 130 921 euros

Engagement par tranche d'âge :

Tranche 1 : De 65 et plus : 15 460 €

Tranche 2 : De 60 à 64 ans : 185 701 €

Tranche 3 : De 55 à 59 ans : 124 484 €

Tranche 4 : De 45 à 54 ans : 459 908 €

Tranche 5 : De 35 à 44 ans : 248 696€

Tranche 6 : Moins de 34 ans : 96 673 €

TOTAL PROVISION RETRAITE : 1 130 921 €

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 65 ans
- profil de carrière fixe - turn over très faible
- aucune actualisation
- aucun coefficient d'atténuation

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

6 Informations relatives à l'effectif

6.1 Informations relatives à l'effectif

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est de 256.

6.2 Informations relatives à l'effectif par catégorie

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

Catégorie socio-professionnelle ^(a)	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Agriculteurs	-
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	-
Cadres et professions intellectuelles supérieures	35
Professions intermédiaires	-
Employés	221
Ouvriers	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
TOTAL	256

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les organes d'administration, de direction ou de surveillance

7.1 Rémunérations

Rémunérations

Désignation du membre des organes d'administration, de direction ou de surveillance	Rémunération
Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants (Art 20 loi n°2006-586 du 23/05/2006)	275 213 euros

8 Contributions volontaires en nature

L'APAJH n'a pas recours au bénévolat.